
BAROMÈTRE DE L'EMPLOI

Malgré une conjoncture qui ralentit, les entreprises entendent continuer d'embaucher

12 juillet 2023

- La dynamique économique perd de son élan, comme en témoignent d'ailleurs les estimations légèrement plus pessimistes des entreprises dans la plupart des secteurs. Le marché du travail, lui, ne s'en trouve guère impressionné et la majorité des entreprises, toutes branches confondues, tablent en effet sur une augmentation des postes à pourvoir.
- Au cours des derniers mois, les secteurs des services ont largement profité de la consommation privée. Malheureusement, celle-ci risque désormais elle aussi d'être soumise à une pression de plus en plus forte, à mesure que les prix et les loyers augmentent en raison de l'inflation, entraînant une baisse de la motivation à consommer.
- Les estimations sont pour l'heure restées positives en ce qui concerne l'industrie exportatrice, notamment grâce aux carnets de commande jusqu'à présent bien remplis et à la hausse des exportations jusqu'au début de l'année 2023. La situation devrait néanmoins se dégrader en raison du recul des investissements engendré par la hausse des taux d'intérêt, les incertitudes liées à la guerre en Ukraine
- ainsi que les tensions croissantes entre la Chine et les États-Unis. Dans les entreprises de production à forte consommation énergétique, l'augmentation des prix de l'énergie entraîne en outre une pression grandissante sur les marges.
- Dans le secteur de la construction, la situation reste stable, même si l'augmentation des taux d'intérêt et la hausse des prix de la construction se traduisent par une diminution du volume de commandes. De plus en plus de projets de construction sont par ailleurs reportés. Le marché de l'emploi dans cette branche est particulièrement sous pression: en dehors de la santé, il s'agit du secteur où la pénurie de main-d'œuvre est la plus marquée.
- Les problèmes de manque de main-d'œuvre ne s'atténueront que très ponctuellement dans les entreprises. Dans l'ensemble, la situation reste tendue et le sujet continuera de tenir en haleine les acteurs économiques et politiques. Par exemple avec la question de savoir comment mieux exploiter le potentiel de main-d'œuvre nationale et comment maintenir l'accès à la main-d'œuvre étrangère à l'avenir.

ENVIRONNEMENT DE POLITIQUE PATRONALE: APPRÉCIATION DE L'AUTEUR

Chers lectrices, chers lecteurs

À l'automne 2022, l'économie s'était préparée à une pénurie d'électricité et de gaz. Heureusement, l'hiver relativement doux a permis d'éviter les pires scénarios et la situation n'a pas dépassé un simple appel à la frugalité. Par chance, des mesures plus contraignantes telles que des contingentements pour les gros consommateurs ou même des coupures d'électricité ne se sont pas révélées nécessaires. Il n'en reste pas moins que les entreprises ont été en proie à une grande incertitude pendant l'hiver, entraînant ainsi des prévisions économiques assez sombres à la fin de l'année 2022.

Le scénario du pire ayant pu être évité, l'évolution économique a été meilleure que prévu: elle a par exemple été portée par la consommation privée, dont le dynamisme est dû à l'envie de compenser les frustrations vécues pendant la pandémie de coronavirus, ainsi qu'à la situation positive de l'emploi, et donc des revenus. Qui plus est, par rapport à la plupart des pays de l'UE, l'inflation comparativement faible en Suisse a également eu un impact plus modéré sur l'économie du pays. La bonne conjoncture mondiale, et notamment la vigueur inattendue de l'économie américaine, ont profité aux industries exportatrices. Les problèmes d'approvisionnement se sont eux aussi progressivement aplanis.

Après ce début d'année 2023 étonnamment favorable, de nombreux indicateurs laissent désormais présager d'une dynamique économique plus faible. Ainsi, le baromètre conjoncturel du KOF (le centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ) avait-il atteint dès le mois de mars sa valeur maximale intermédiaire, elle-même inférieure à la moyenne à long terme de 100 points. Dès le mois de juin, le baromètre du KOF enregistrait un deuxième recul, bien que plus modéré que celui des mois précédents. Une baisse de confiance qui se reflète également dans les estimations relatives à la situation commerciale des branches. En outre, les

prévisions des indicateurs de sentiment économique (Economic Sentiment Indicators, ESI) dans les pays de l'Union européenne, y compris dans les pays voisins de la Suisse, sont à nouveau pessimistes depuis le mois de mai.

Le marché du travail reste plus asséché que jamais, comme en témoignent par exemple le nombre élevé de postes vacants, le taux de chômage qui atteint l'un de ses plus bas niveaux historiques, ou encore la pénurie de main-d'œuvre qui en résulte. Il a cependant échappé à beaucoup que le taux de chômage du SECO remonte légèrement depuis février 2023.

Selon le baromètre de l'emploi de l'Union patronale suisse (UPS) du premier semestre, les entreprises de presque toutes les branches continuent majoritairement de prévoir des créations de postes pour les prochains mois, même si leur confiance a légèrement diminué. La situation toujours extrêmement tendue en matière de main-d'œuvre se reflète également dans les déclarations des entreprises recueillies par l'enquête du KOF concernant le frein constitué par la pénurie de main-d'œuvre. Tandis que la part des entreprises dont la productivité au quotidien est affectée par la pénurie reste au moins stable dans certains secteurs, la situation continue de se détériorer dans d'autres branches, comme la construction ou l'informatique. La largeur et l'ampleur du phénomène dans les différents secteurs restent par ailleurs historiquement élevées. Il n'est donc guère surprenant que pour les entreprises, la pénurie de main-d'œuvre soit devenue le principal frein à la croissance économique.

Il est peu probable que la pénurie de main-d'œuvre se résorbe significativement à court terme. D'une part parce que les besoins sont élevés à la suite des nombreux postes restés vacants dans les entreprises, et d'autre part parce que les baby-boomers commencent à quitter le marché du travail sans que les entreprises ne parviennent à trouver de ressources

pour les remplacer parmi les générations suivantes. Selon le KOF, la vague de départs à la retraite n'atteindra son point culminant que vers la fin des années 2020.

L'évolution attendue pour la pénurie de main-d'œuvre en Suisse varie en fonction des hypothèses de modèle retenues. Les scénarios relatifs à l'évolution démographique de l'Office fédéral de la statistique montrent toutefois clairement que la croissance future de la population active dépendra toujours plus fortement de l'immigration. Cependant, étant donné que les pays de l'UE/AELE sont également confrontés à une baisse du nombre de personnes en âge de travailler, le recrutement de personnel devrait également devenir de plus en plus difficile dans ces pays. En témoignent les données démographiques de nos deux pays voisins, l'Allemagne et l'Italie: entre 2002 et 2021, seule l'immigration leur a permis de compenser l'évolution naturelle négative de leur population et ainsi d'éviter une décroissance. Dans des pays comme le Portugal, la Hongrie ou la Roumanie, les chiffres démographiques sont d'ores et déjà en baisse. Fort heureusement pour la Suisse, l'attractivité de sa place économique et son niveau salarial élevé continuent d'attirer la main-d'œuvre étrangère.

C'est dans ce contexte que le peuple suisse sera amené à se prononcer sur une initiative de l'UDC, dont l'objectif consiste en la suppression de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) et donc d'un pilier central de l'économie suisse. De quoi se poser des questions. D'autant plus que les partisans du texte ne fournissent aucune réponse quant à la manière dont ils comptent assurer la prospérité de ce pays une fois l'initiative adoptée: car ils rejettent aussi, presque sans exception, les mesures visant à mieux exploiter le potentiel de main-d'œuvre domestique. Compte tenu de ces éléments, on ne soulignera jamais assez l'utilité de l'ALCP pour la Suisse et les conséquences désastreuses qu'aurait une acceptation de l'initiative sur la prospérité et la qualité de vie dans notre pays.

Je remercie Michael Siegenthaler du KOF ainsi que les représentantes et représentants des

membres de notre branche pour leurs précieuses contributions et suggestions.

Une fois de plus, j'espère que la lecture du dernier baromètre de l'emploi de l'UPS répondra à vos attentes.



Simon Wey, dr.oec.

Économiste en chef de l'Union patronale suisse
wey@arbeitgeber.ch

Baromètre de l'emploi UPS: Malgré une conjoncture qui ralentit, les entreprises entendent continuer d'embaucher

Dr. Simon Wey

12 Juillet 2023

Résumé

La forte dynamique économique qui a surpris presque tout le monde au lendemain de la crise du coronavirus s'essouffle progressivement. La conjoncture est encore stable mais se dégrade. Il en est tout autrement pour le marché du travail. Dans de nombreux secteurs, la plupart des entreprises prévoient d'embaucher. La pénurie de main-d'œuvre ne devrait continuer de s'aggraver à un haut niveau que dans une minorité de secteurs. La situation reste néanmoins tendue.

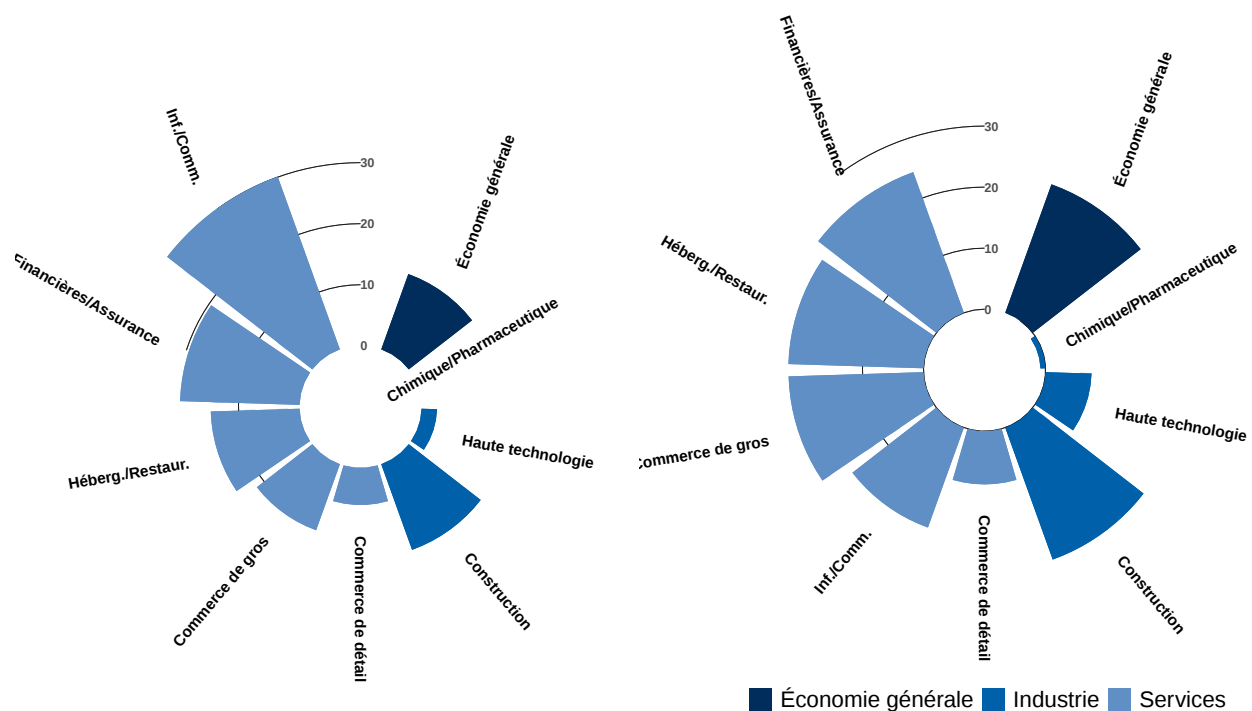


FIGURE 1 – Estimations des entreprises concernant l'emploi et la marche des affaires

En bref ...

Estimations des entreprises concernant l'emploi et la marche des affaires

	Emploi*				Marche des affaires			
	Valeur	TAP	AP	MOY	Valeur	TAP	AP	MOY
Économie générale								
Économie générale	13.1	-1.3 ▼	-3.4 ▼	10.3 ▲	22.4	-4.8 ▼	-9.3 ▼	5.4 ▲
Services								
Inf. et comm.	30.1	0.0 ▲	-2.3 ▼	13.0 ▲	17.4	2.6 ▲	-9.2 ▼	0.2 ▲
Financières/assurance	19.6	0.8 ▲	11.5 ▲	15.5 ▲	24.5	-2.1 ▼	4.3 ▲	2.6 ▲
Hôtellerie/restauration	14.6	-5.5 ▼	-10.3 ▼	21.3 ▲	22.2	-5.0 ▼	-0.1 ▼	28.5 ▲
Commerce de gros	11.5	-5.0 ▼	-2.5 ▼	11.4 ▲	22.1	-4.7 ▼	-12.9 ▼	4.7 ▲
Commerce de détail	6.1	-1.4 ▼	1.9 ▲	7.6 ▲	8.7	-2.4 ▼	-2.8 ▼	-0.1 ▼
Industrie								
Industrie de la construction	14.9	-0.9 ▼	1.4 ▲	10.0 ▲	23.0	-1.7 ▼	3.6 ▲	8.4 ▲
Haute technologie	2.5	-4.3 ▼	-15.9 ▼	5.8 ▲	7.5	-4.7 ▼	-14.3 ▼	-1.3 ▼
Chimique et pharmaceutique	-10.3	-11.9 ▼	-21.1 ▼	-11.9 ▼	-0.8	-19.7 ▼	-18.2 ▼	-14.2 ▼

*TAP : variation par rapport au même trimestre de l'année précédente ; AP : variation par rapport à l'année précédente ; MOY : variation par rapport à la moyenne (2019 Q1 à 2023 Q2)

Source : Enquêtes conjoncturelles KOF

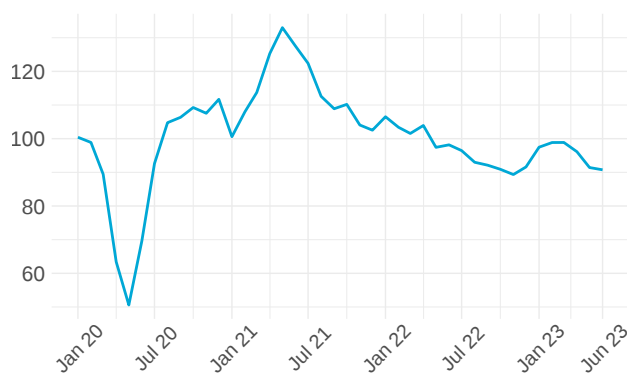
Exemple de lecture si, par exemple, on met en relation dans l'enquête les réponses sur l'emploi des entreprises qui tablent sur une réduction des effectifs et les réponses de celles qui tablent sur des créations d'emplois qui est prépondérante dans l'économie générale avec 13.1 points (voir aussi le chapitre «Approche méthodologique et définitions»)

Économie générale

Baromètre conjoncturel du KOF

En juin 2023, le baromètre conjoncturel du KOF¹ a baissé pour la troisième fois consécutive et atteint 90,8 points (cf. illustration 2), soit près de 10 points en dessous de la valeur moyenne à long terme de 100 points. Le recul enregistré de mai à juin a cependant été moins marqué que les mois précédents. L'évolution du baromètre conjoncturel du KOF est essentiellement portée par les indicateurs de la demande étrangère. Face au ralentissement économique mondial, la confiance des entreprises faiblit. En outre, les indicateurs qui reflètent la consommation privée contribuent également au recul du baromètre conjoncturel du KOF.

Avant cette baisse, le baromètre a connu une hausse plutôt inattendue entre décembre 2022 et mars 2023. À présent, il est néanmoins retombé au niveau de novembre 2022. L'évolution du baromètre conjoncturel du KOF dépendra en grande partie de celle des indicateurs de la demande étrangère. Il est par ailleurs à prévoir que l'inflation, désormais perceptible dans le porte-monnaie, réduise l'envie de consommer des ménages privés, et que les entreprises soient moins enclines à investir en raison de la hausse des taux d'intérêt.



Source: KOF

FIGURE 2 – Baromètre conjoncturel du KOF

Pour la Suisse, ses pays voisins et la moyenne des 20 pays de l'UE, l'indicateur de sentiment économique (ESI) montre que les estimations sont de plus en plus

pessimistes (cf. illustration 3), hormis pour la France. Le climat en Suisse s'est nettement dégradé entre août et novembre 2022. Au cours des deux mois suivants, l'indicateur a brièvement augmenté avant de redevenir plus pessimiste à partir de février 2023.

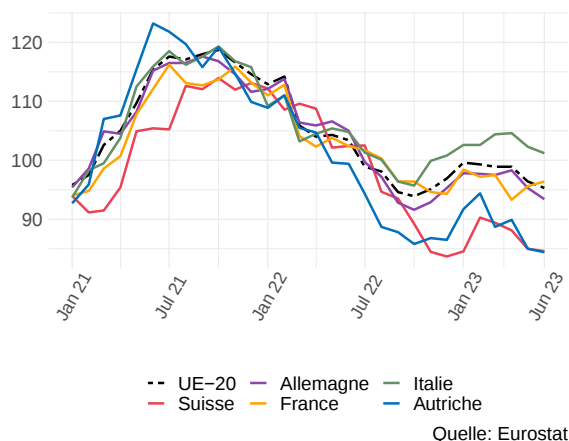


FIGURE 3 – ESI pour l'UE des 20 ainsi que pour la Suisse et ses voisins

Évolution par secteurs

Les deux indicateurs de confiance (IC) se prêtent parfaitement à l'évaluation du développement économique dans les secteurs de l'industrie et des services. Ils sont le résultat d'enquêtes menées auprès d'entreprises dans toute l'Europe sur la situation actuelle et les prévisions concernant l'évolution économique dans les secteurs concernés.

Industrie

Depuis début 2022, les estimations dans le secteur industriel (cf. illustration 4) sont de plus en plus pessimistes. Les IC sont d'ailleurs négatifs dans tous les pays considérés ainsi que dans la moyenne des 20 pays de l'UE. Ils ne se sont améliorés (légèrement) qu'en France depuis le mois d'avril et en Autriche depuis mai.

L'aplanissement progressif des problèmes de livraison est plutôt favorable au secteur industriel. De même, les efforts accrus fournis pour atteindre la neutralité climatique bénéficient aux sous-branches qui interviennent dans ce domaine en tant que fournisseurs

1. cf. chapitre «Approche méthodologique et définition»

de technologies. Dans la plupart de ces entreprises, les carnets de commandes restent bien remplis et les exportations ont encore augmenté au début de l'année.

De manière générale, le ralentissement conjoncturel enregistré dans de nombreux pays est toutefois problématique pour les entreprises exportatrices, car il entraîne une baisse des ventes à l'étranger. Dans de nombreuses entreprises, la pression liée aux marges a augmenté en raison des prix élevés de l'énergie et des difficultés d'approvisionnement. La hausse des prix de l'énergie impacte notamment les marges des aciéries et des usines d'aluminium, des fonderies ou encore des ateliers de trempe. Le secteur pâtit par ailleurs de l'augmentation des taux d'intérêt, qui a des répercussions négatives sur les investissements. Du reste, la guerre en Ukraine et les conséquences potentielles des tensions entre la Chine et les États-Unis continuent d'entraîner leur lot d'incertitude.

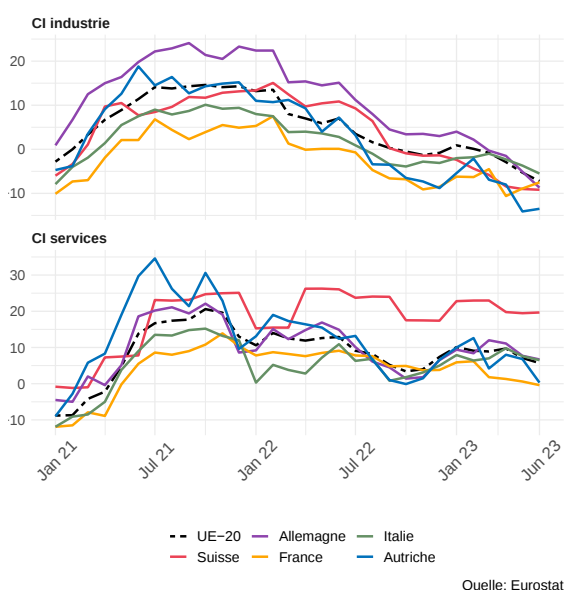


FIGURE 4 – CI pour l'UE des 20 ainsi que pour la Suisse et ses pays voisins

Secteur des services

Dans le secteur des services (cf. illustration 4), les IC sont restés stables au cours des derniers mois et, contrairement à la situation dans l'industrie, aucune tendance claire à la baisse n'a été observée. Les mois passés, l'hôtellerie-restauration a par exemple profité dans de nombreux pays d'une hausse de la consommation induite par les précédentes privations liées à la pandémie de coronavirus.

Pour autant, le léger ralentissement de la consommation privée se fait désormais également sentir dans le secteur des services. Les IC évoluent à la baisse aussi bien dans certains pays voisins de la Suisse que dans les 20 pays de l'UE. L'évolution future des indicateurs dépendra essentiellement de l'ampleur des répercussions de l'inflation sur les prix des biens de consommation courante. Elles pourraient en effet exercer une influence négative sur le moral des consommateurs et consommatrices à l'échelle domestique.

Indice de l'emploi

Les estimations des entreprises dans l'indicateur de l'emploi du KOF (cf. illustration 5) pour l'économie nationale sont légèrement plus pessimistes, à savoir que la part des entreprises prévoyant une augmentation des postes à pourvoir a légèrement diminué par rapport à celles qui s'attendent à des suppressions de postes. Au premier trimestre 2023, la Suisse a bel et bien enregistré des créations de postes – sachant qu'une partie considérable d'entre eux a dû être pourvue par du personnel issu de l'immigration, faute de main-d'œuvre locale disponible. Le léger ralentissement du développement économique ne porte donc pas préjudice à la très bonne situation de l'emploi.

Indépendamment de l'évolution économique, les perspectives sur le marché du travail ne devraient pas changer de manière significative à très court terme: en effet, la génération du baby-boom s'appêtant à quitter le marché du travail et l'offre de main-d'œuvre plus jeune pour la remplacer étant restreinte, la situation reste tendue.

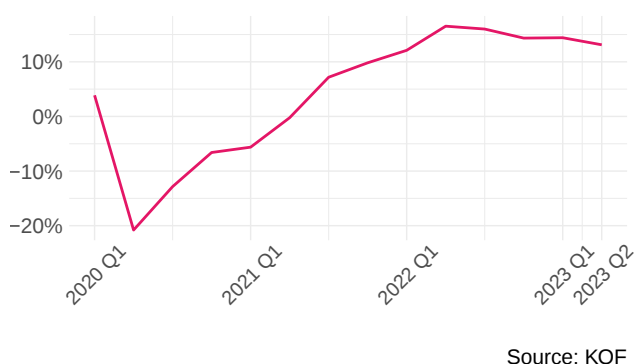


FIGURE 5 – Indice de l'emploi pour l'économie

Secteur industriel

Haute technologie (Haute technologie)

Pour l'heure, la situation commerciale dans les entreprises de haute technologie (Haute technologie et branches technologiques apparentées) fait encore l'objet d'une évaluation positive: dans l'ensemble, les carnets de commandes toujours bien remplis et la hausse des exportations jusque début 2023 contribuent à la stabilité de l'évolution (cf. illustration 6). Les perspectives s'assombrissent toutefois de plus en plus, et avec elles celles de l'emploi. Les entreprises continuent cependant pour la plupart de tabler sur une hausse des postes à pourvoir.

Dans de nombreuses entreprises, la pression liée aux marges a considérablement augmenté en raison des prix élevés de l'énergie et des difficultés d'approvisionnement. Qui plus est, la situation se détériore progressivement. Ainsi la hausse des taux d'intérêt freine-t-elle les investissements sur les marchés de vente. Sans compter que la guerre en Ukraine et les tensions entre la Chine et les États-Unis continuent d'entraîner leur lot d'incertitude. Les conditions-cadres favorables aux investissements en Suisse, qui font suite à la loi sur le climat acceptée par la population, offrent des opportunités aux entreprises du secteur de l'énergie.

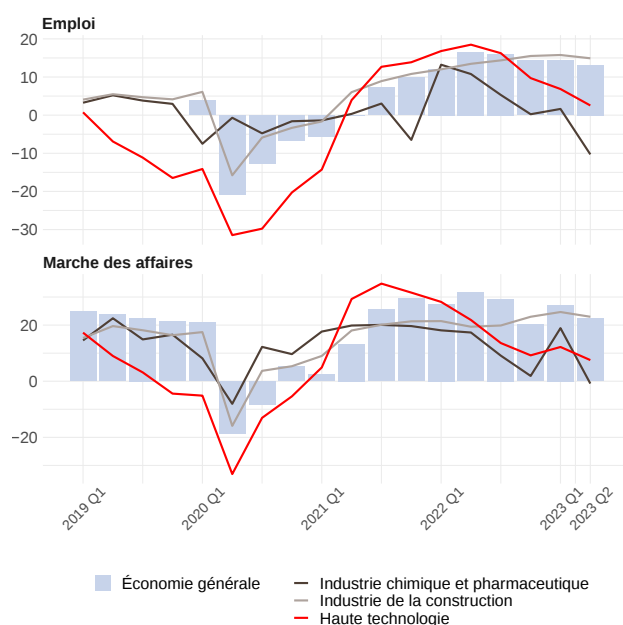


FIGURE 6 – Indice de l'emploi et de la marche des affaires dans l'industrie MEM

La situation commerciale est encore jugée positive dans toutes les sous-branches de la haute technologie (cf. illustration 7). La proportion d'entreprises ayant une vision pessimiste augmente toutefois dans les deux sous-branches «Construction de machines» et «Traitement de données».

En ce qui concerne l'emploi, la majorité des entreprises des sous-branches «Construction de machines» et «Traitement de données» misent sur une augmentation des postes à pourvoir, mais la tendance est à la baisse. Dans la sous-branche «Produits métalliques», les entreprises s'attendent déjà majoritairement à des suppressions de postes. Celles des sous-branches «Équipement électrique» et «Construction de véhicules» tablent au contraire sur des créations de postes.

La pression est particulièrement intense dans les secteurs de production à forte consommation d'énergie comme les aciéries et les usines d'aluminium, les fonderies, les ateliers de trempe, etc. Les efforts accrus fournis pour atteindre la neutralité climatique sont favorables aux sous-branches qui interviennent dans ce domaine en tant que fournisseurs de technologies.

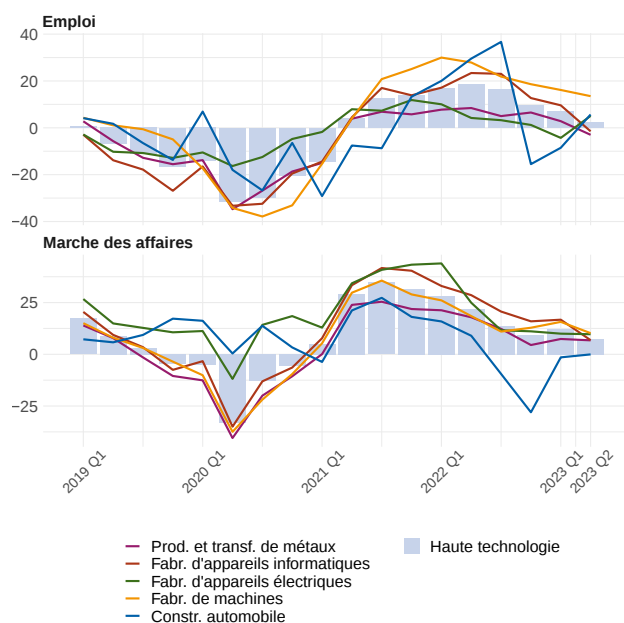


FIGURE 7 – Indice de l'emploi et de la marche des affaires dans les sous-branches de l'industrie MEM

Industrie de la construction

La hausse des taux d'intérêt et des prix de la construction au cours des douze derniers mois a entraîné une baisse des commandes. À court terme

cependant, l'analyse des affaires dans le secteur de la construction est toujours majoritairement positive (cf. illustration 8). Il n'en reste pas moins qu'à moyen terme, la situation défavorable en matière de taux d'intérêt aura un impact négatif sur les entrées de commandes et l'activité de construction. La révision à la baisse de l'ampleur de certains projets, voire le report complet de certains autres, en sont les premiers signaux.

Une proportion stable d'entreprises s'attend à une augmentation de l'emploi, sachant qu'une légère hausse a déjà été enregistrée depuis début 2021. Si le secteur de la construction a globalement employé un peu moins de travailleurs auxiliaires, la main-d'œuvre qualifiée lui fait cruellement défaut. Selon l'enquête du KOF, 57 pour cent des entreprises interrogées considèrent désormais cet état de fait comme un obstacle à leur activité quotidienne, ce chiffre étant pour le moins en stagnation depuis début 2023. Les prix des matériaux de construction se sont stabilisés et les entreprises tablent plutôt sur une baisse des tarifs.

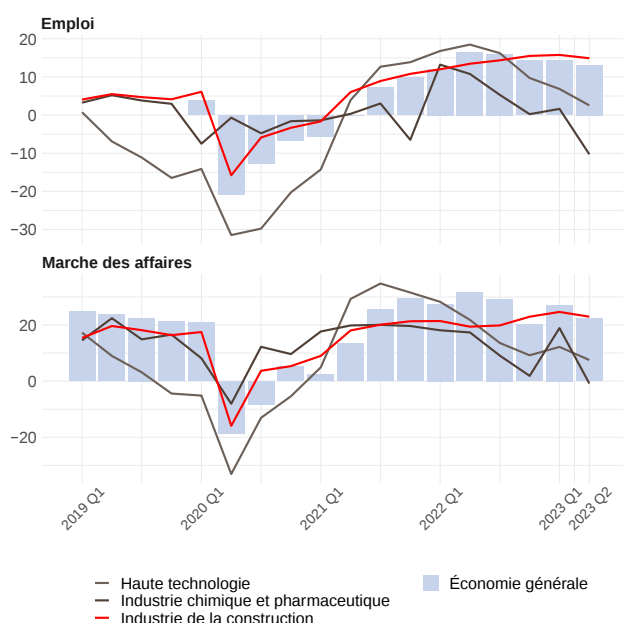


FIGURE 8 – Indice de l'emploi et de la marche des affaires dans la construction

L'heure est essentiellement à l'optimisme en ce qui concerne la situation commerciale des trois sous-branches de la construction (cf. illustration 9), notamment celles du bâtiment et du second œuvre. Le nombre de logements construits reste cependant nettement en retrait des besoins et les choses ne devraient pas changer avant 2025 au plus tôt, en

fonction du niveau des taux d'intérêt.

Les entreprises des trois sous-branches prévoient pour la plupart une augmentation de l'emploi, sachant que la confiance affichée dans le bâtiment et le génie civil diminuera par rapport au début de l'année.

Les conditions-cadres aux investissements créées par l'adoption de la loi sur le climat devraient inciter à la confiance dans le secteur du second œuvre ainsi que dans les constructions neuves de remplacement.

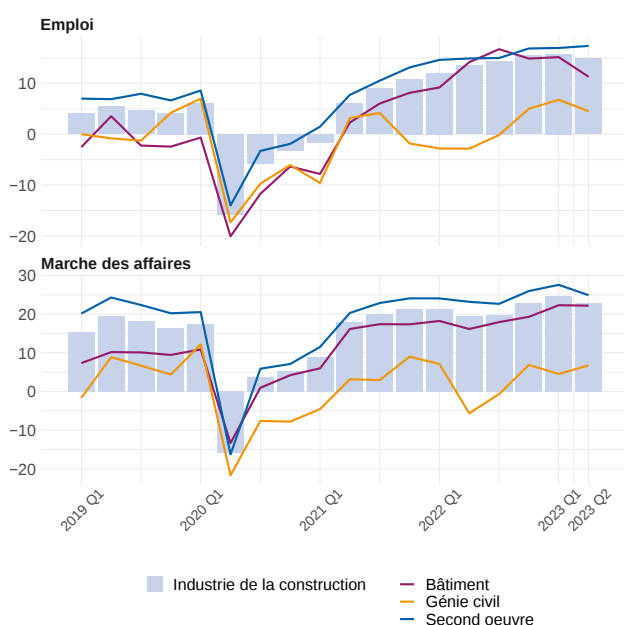


FIGURE 9 – Indice de l'emploi et de la marche des affaires dans les sous-branches de la construction

Industrie chimique et pharmaceutique

Au premier trimestre 2023, le secteur de l'industrie chimique et pharmaceutique jouait encore un rôle considérable dans les chiffres du commerce extérieur de la Suisse (cf. illustration 10).

Qu'il s'agisse de l'emploi ou de la situation commerciale, l'indice de confiance baisse toutefois significativement dans cette branche. Une analyse pessimiste certainement motivée par la restructuration de Novartis à Bâle, qui devrait entraîner la suppression de quelque 500 postes.

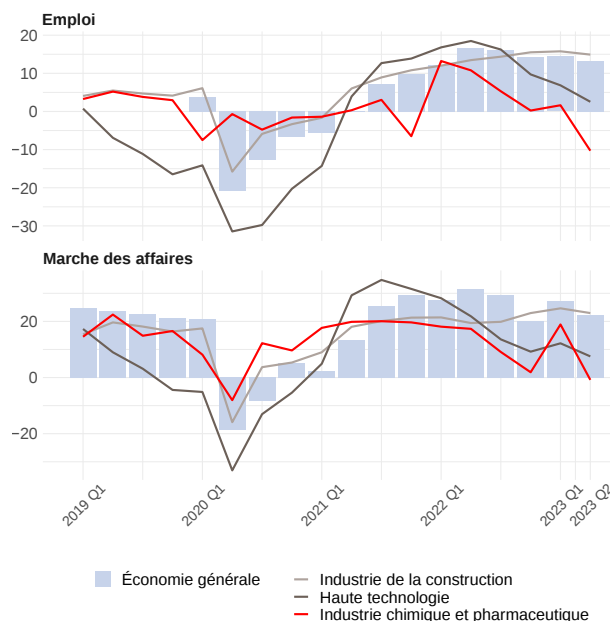


FIGURE 10 – Indice de l'emploi et de la marche des affaires dans l'industrie chimique et pharmaceutique

Secteur des services

Activités financières et d'assurance

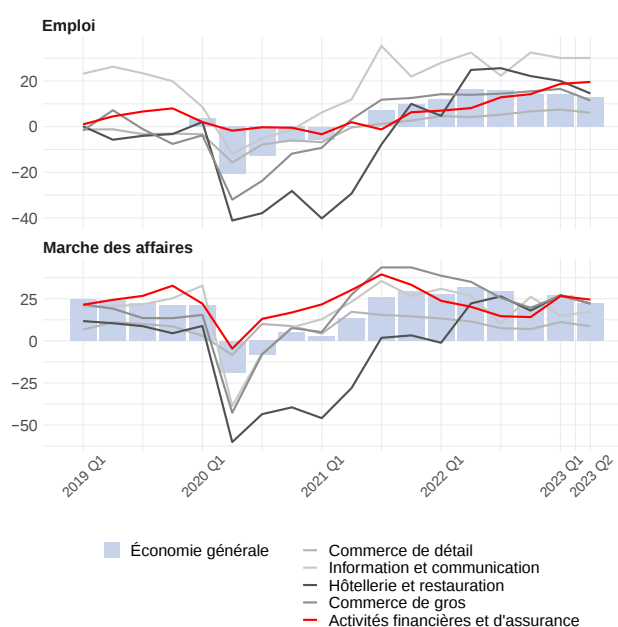


FIGURE 11 – Indice de l'emploi et de la marche des affaires dans l'activité des finances et des assurances

L'indice de confiance des entreprises du secteur financier eu égard à la situation commerciale a augmenté début 2023, notamment parce que celui des banques a lui aussi progressé (cf. illustration 11). Dans l'ensemble, les entreprises s'attendent pour la plupart à une évolution positive de leurs affaires à venir.

Une part croissante d'entreprises affiche un certain optimisme en ce qui concerne l'emploi, et la majorité d'entre elles tablent sur une hausse des postes à pourvoir dans les prochains mois. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée est ainsi une préoccupation centrale du secteur financier.

Encore une fois, au début de l'année 2023, les banques ont affiché une confiance nettement plus marquée par rapport à la conjoncture économique générale (cf. illustration 12), qu'elles jugent majoritairement positive. Alors que la situation bénéficiaire a pu être stabilisée, les prévisions misent sur une progression constante de la demande, en particulier de la part des clients entreprises.

Dans le cadre de l'enquête du KOF, les assurances signalent une faible augmentation des nouvelles polices. Si les entreprises se montraient encore pessimistes quant aux affaires vers la fin 2022, elles ont aujourd'hui revu leur copie et la jugent majoritairement positive.

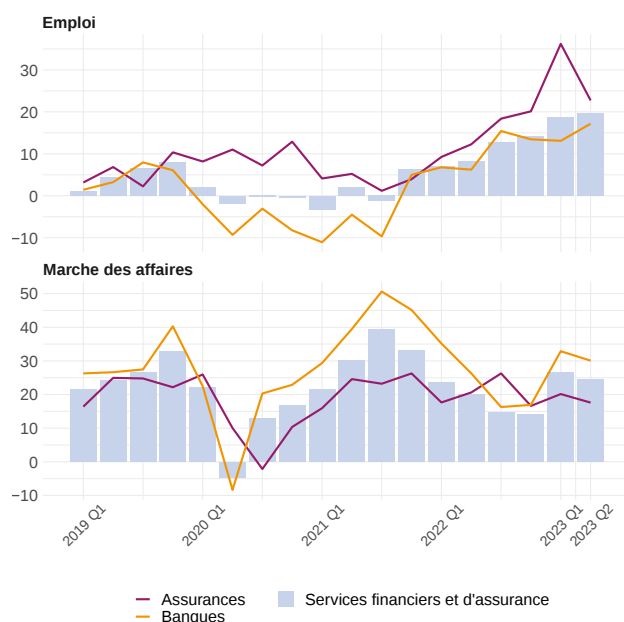


FIGURE 12 – Indice de l'emploi et de la marche des affaires dans les sous-branches des finances et des assurances

La majorité des compagnies d'assurances continuent

de miser sur des créations de postes au deuxième trimestre 2023, bien qu'elles soient un peu moins nombreuses à partager cette certitude. Au niveau des banques au contraire, la part des établissements qui s'attendent à une hausse future des postes à pourvoir a augmenté.

Information et communication

Malgré un léger recul, le secteur des technologies de l'information (cf. illustration 13) s'attend à des chiffres positifs pour le deuxième trimestre 2023. Dans cette branche, la situation économique incertaine n'entraîne pas directement une baisse des commandes, car la majeure partie de la clientèle est consciente des avantages à long terme des investissements dans la transformation numérique. Néanmoins, les taux d'inflation élevés de ces derniers mois ont fini par impacter légèrement l'envie d'investir de la clientèle, et le secteur a accusé le coup. La majorité des entreprises continuent pour autant à juger positive la situation commerciale.

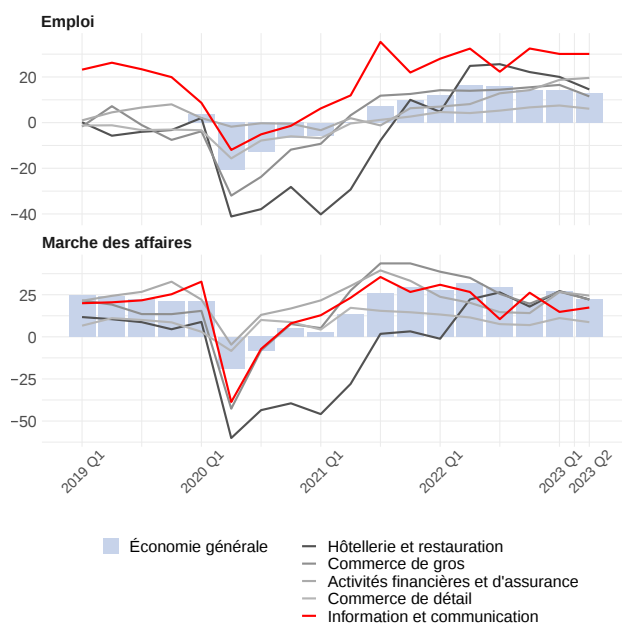


FIGURE 13 – Indice de l'emploi et de la marche des affaires dans l'information et la communication

La demande de main-d'œuvre reste élevée et les entreprises continuent donc pour la plupart de tabler sur une augmentation du nombre de postes à pourvoir au cours des prochains mois. D'après l'enquête du KOF, près de 55 pour cent des entreprises déclarent ne pas être pleinement productives en raison du manque de

main-d'œuvre. C'est un peu plus encore qu'avant la pandémie de coronavirus.

Hôtellerie et restauration

Dans l'hôtellerie-restauration, la situation s'est nettement détendue depuis la levée des mesures de protection contre le coronavirus les plus radicales. Une évolution due notamment à la consommation privée élevée. Les entreprises du secteur de l'hôtellerie-restauration estiment ainsi pour la plupart que la situation des affaires est positive et stable.

La majorité des entreprises s'attendent à une hausse des postes à pourvoir (cf. illustration 14), mais leur confiance diminue. Par ailleurs, la recherche de personnel reste compliquée: selon l'enquête du KOF, près d'une entreprise sur deux considère le manque de main-d'œuvre comme un obstacle au travail quotidien. Ce chiffre était d'environ 30 pour cent il y a un an et n'atteignait même pas 20 pour cent avant la pandémie.

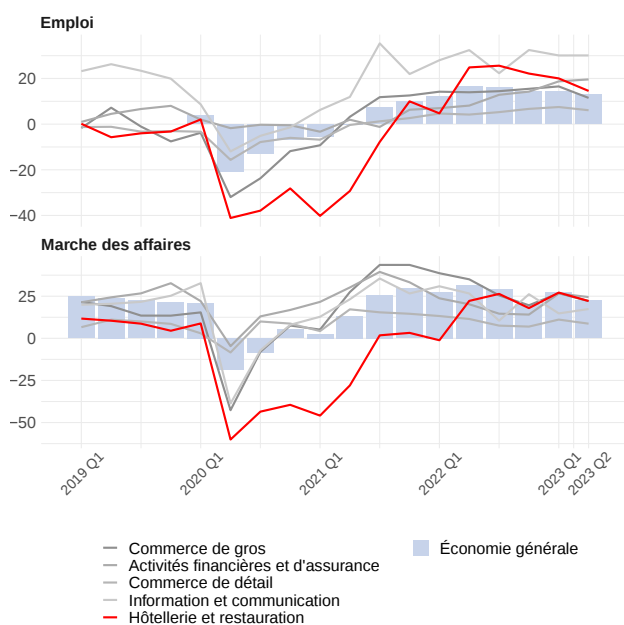


FIGURE 14 – Indice de l'emploi et de la marche des affaires dans l'hôtellerie et la restauration

Selon l'Office fédéral de la statistique, l'hôtellerie suisse a enregistré un record historique de 17,4 millions de nuitées durant la saison touristique d'hiver. La demande domestique comme la demande en provenance de l'étranger ont fortement augmenté

par rapport à l'année précédente. Hormis le problème de la pénurie de main-d'œuvre, qui touche l'hôtellerie-restauration de plein fouet, le secteur aborde la saison estivale avec confiance.

Commerce de gros

Au premier trimestre 2023, la part des entreprises qui jugeaient positive la situation commerciale dans ce secteur a augmenté pour la première fois depuis le troisième trimestre 2021 (cf. illustration 15). Mais l'optimisme a été de courte durée: dès le deuxième trimestre 2023, la confiance est à nouveau retombée, notamment en raison des craintes conjoncturelles et des taux d'intérêt élevés qui pèsent par exemple sur le moral des entreprises de construction. Néanmoins, la situation des affaires fait l'objet d'une analyse majoritairement positive. Le commerce de machines et de biens d'équipement a contribué de manière significative à l'amélioration de la situation dans le commerce de gros. En revanche, le commerce de gros des biens de consommation a enregistré un léger recul.

Les problèmes de pénuries et de délais de livraison prolongés se sont normalisés au cours du deuxième trimestre 2023, et cela se ressent également dans le commerce de gros. La situation plus favorable dans ce domaine pourrait bien d'ailleurs avoir contribué au regain de confiance affiché.

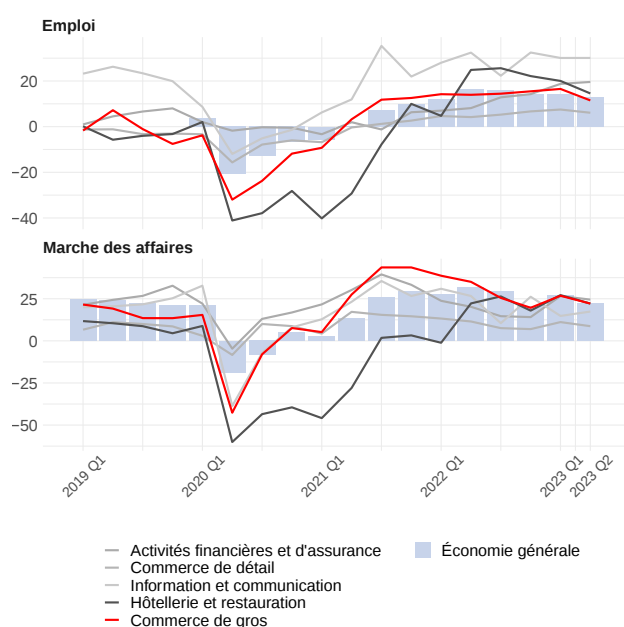


FIGURE 15 – Indice de l'emploi et de la marche des affaires dans le commerce de gros

Les entreprises du commerce de gros tablent pour la plupart sur une augmentation des postes à pourvoir. Au deuxième trimestre 2023, la confiance a légèrement diminué. Selon l'enquête du KOF, près de 40 pour cent des entreprises ont été freinées dans leur travail quotidien par le manque de main-d'œuvre.

Commerce de détail

Dès 2022, la valeur ajoutée brute du commerce de détail a connu un retour à la normale, après avoir enregistré un niveau inhabituellement élevé lié à la pandémie de coronavirus. Le recul des chiffres d'affaires du commerce de détail à la fin 2022 était principalement dû à l'évolution négative des ventes de produits alimentaires. Mais le télétravail se maintient, les ventes de produits alimentaires ont finalement progressé au premier trimestre 2023. Les entreprises jugent que la situation commerciale et le marché de l'emploi sont tous deux stables (cf. illustration 16). Elles tablent majoritairement sur une hausse des postes à pourvoir.

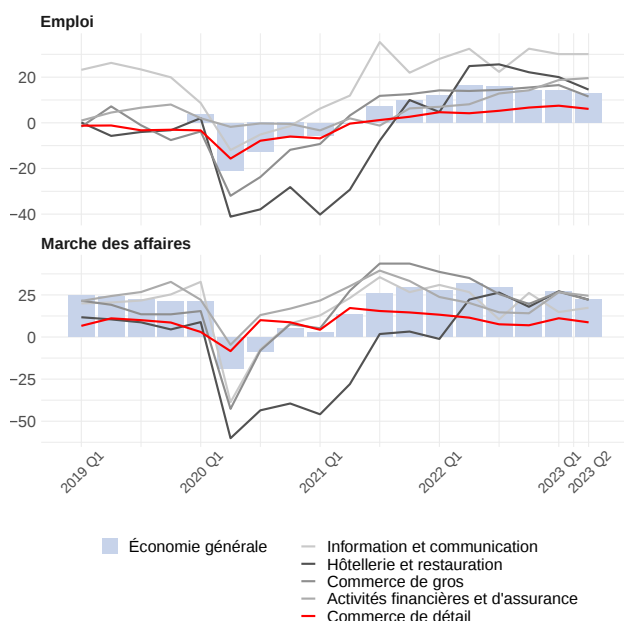


FIGURE 16 – Indice de l'emploi et de la marche des affaires dans le commerce de détail

Résumé

C'en est pour l'instant fini de la grande euphorie économique qui a suivi la pandémie de coronavirus. Les signes d'une économie en berne sont perceptibles. Le

marché du travail, lui, ne se laisse pas impressionner par ces perspectives pessimistes: les créations de postes restent d'actualité et les entreprises n'y prévoient aucun arrêt à court terme.

Selon l'analyse du baromètre de l'emploi de l'UPS, si les entreprises continuent pour la plupart à dresser un bilan majoritairement positif de la situation commerciale, elles sont de moins en moins nombreuses à afficher le même optimisme pour l'avenir. La tendance est donc à la baisse en ce qui concerne les prévisions pour les affaires. Seule la branche des technologies de l'information fait exception, avec un indice de confiance en légère hausse au deuxième trimestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente.

Même tableau pour les estimations du marché de l'emploi: là aussi, la part des entreprises qui tablent sur une augmentation des postes à pourvoir est en léger recul dans la plupart des branches. Dans le secteur IT, les prévisions restent inchangées; dans le secteur financier, la part des entreprises qui s'attendent à une hausse des créations de postes augmente depuis plusieurs trimestres. Globalement, cette évolution permet aux entreprises de ne pas être encore plus affectées par le problème de la pénurie de main-d'œuvre. Néanmoins, avec leur intention de continuer à créer des postes dans un avenir proche, leur situation sur le plan du manque de personnel risque de ne pas s'améliorer de sitôt.

La motivation à consommer devrait diminuer au cours des prochains mois en raison de l'inflation de plus en plus perceptible (au travers de la hausse des prix et des loyers). Les premiers touchés par ce phénomène seront les secteurs dont le modèle commercial repose sur le contact direct avec la clientèle, comme le commerce de détail ou l'hôtellerie-restauration. Mais nous n'en sommes pas encore là et l'hôtellerie-restauration justement peut pour l'instant encore compter sur un environnement favorable. Dans le secteur des services, le commerce de gros constitue un cas particulier. En effet, il dépend en grande partie de la situation commerciale des branches de vente comme la construction, la restauration ou le commerce de détail.

Dans le secteur industriel, de nombreuses entreprises sont de plus en plus affectées par la hausse des taux d'intérêt, qui rend les investissements futurs plus chers et donc moins attractifs. Les branches de la construction et de la technologie sont particulièrement concernées, à l'exception, dans le domaine de la technologie, des entreprises spécialisées dans les technologies durables, qui devraient bénéficier des

investissements et subventions domestiques en faveur de la suppression des énergies fossiles.

Dans l'ensemble, la situation économique est encore stable dans la plupart des branches, mais des risques manifestes de recul laissent entrevoir un assombrissement conjoncturel. Le ralentissement économique ne s'est pas encore fait sentir sur le marché du travail, mais la situation dans les entreprises par rapport à la pénurie de main-d'œuvre ne va pas s'améliorer pour autant.

Dr. Simon Wey

Économiste en chef de l'Union patronale suisse
wey@arbeitgeber.ch

Approche méthodologique et définitions

L'Institut suisse de recherche sur les cycles conjoncturels (KOF) de l'EPFZ mène des [enquêtes](#) mensuelles et trimestrielles auprès de quelque 4 500 entreprises. Ces enquêtes couvrent l'ensemble du secteur privé en Suisse.

Les données recueillies permettent de dresser un tableau représentatif et factuel de la situation économique et du marché du travail dans les branches concernées. La désignation des branches se fonde sur le système international de classification des branches Noga.

Les enquêtes sont utilisées, entre autres, pour saisir l'évaluation par les entreprises de la situation actuelle et future des affaires ainsi que des effectifs de personnel actuels et futurs. Ce faisant, le KOF s'inspire des recommandations d'organisations internationales telles que l'OCDE ou l'ONU pour la réalisation d'enquêtes conjoncturelles, ce qui permet de comparer les situations économiques entre les pays. La taille de l'échantillon permet une évaluation représentative des réponses pour certaines branches de l'industrie et des services.

Les séries chronologiques sont corrigées des variations saisonnières et présentées par trimestre. Dans le cas des enquêtes mensuelles, le trimestre correspond à la moyenne arithmétique des mois trimestriels respectifs. Si toutes les données mensuelles d'un trimestre ne sont pas encore disponibles, la valeur trimestrielle est déterminée par la valeur moyenne des mois déjà disponibles. Pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, l'enquête n'est réalisée qu'une fois par trimestre au cours du premier mois. La valeur trimestrielle peut être calculée dans chaque cas comme la valeur moyenne des trois mois respectifs.

Les données recueillies permettent de dresser un tableau représentatif et factuel de la situation économique et du marché du travail dans les branches concernées. La désignation des branches se fonde sur le système international de classification des branches Noga.

Les enquêtes sont utilisées, entre autres, pour saisir l'évaluation par les entreprises de la situation actuelle et future des affaires ainsi que des effectifs de personnel actuels et futurs. Ce faisant, le KOF s'inspire des recommandations d'organisations internationales telles que l'OCDE ou l'ONU pour la réalisation d'enquêtes conjoncturelles, ce qui permet de comparer les situations économiques entre les pays. La taille

de l'échantillon permet une évaluation représentative des réponses pour certaines branches de l'industrie et des services.

Les séries chronologiques sont corrigées des variations saisonnières et présentées par trimestre. Dans le cas des enquêtes mensuelles, le trimestre correspond à la moyenne arithmétique des mois trimestriels respectifs. Si toutes les données mensuelles d'un trimestre ne sont pas encore disponibles, la valeur trimestrielle est déterminée par la valeur moyenne des mois déjà disponibles. Pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, l'enquête n'est réalisée qu'une fois par trimestre au cours du premier mois. La valeur trimestrielle peut être calculée dans chaque cas comme la valeur moyenne des trois mois respectifs.

Afin d'évaluer la situation des affaires et le niveau des effectifs, le KOF inclut dans ses [questionnaires](#) une question sur l'évaluation momentanée et l'évolution dans les mois à venir. Dans chaque cas, les trois options de réponse «moins bonne», «identique» et «meilleure» sont symbolisées par «-1», «0» et «1», puis pondérées en fonction de la taille de l'entreprise, entre autres. La valeur moyenne des séries actuelles et futures ajustées des variations saisonnières est ensuite calculée.

Baromètre conjoncturel du KOF

Le [baromètre](#) se fonde sur une série de référence calculée par le KOF, l'évolution du PIB du mois précédent, la trimestrialisation des données du produit intérieur brut suisse de l'Office fédéral de la statistique, avec ajustement des effets des grands événements sportifs internationaux (comme la Coupe du monde de football, qui a lieu tous les quatre ans) par le Secrétariat d'État à l'économie. Sur la base des séries chronologiques ainsi calculées, l'évolution de l'économie suisse peut être prévue sur une base mensuelle (vgl. figure 2). La base de données se compose de 500 indicateurs, les valeurs à utiliser dans chaque cas étant sélectionnées de manière spécifique.

Economic Sentiment Indicator

L'indicateur du climat économique ([ESI](#)) est basé à la fois sur les résultats de sondages liés à l'enquête conjoncturelle ainsi que sur les enquêtes auprès des consommateurs des différents pays. C'est un indicateur pondéré, dans lequel les différentes enquêtes sont pondérées de la manière suivante dans l'indicateur global:

- Industrie manufacturière 40 %
- Construction 5 %
- Commerce de détail 5 %
- Autres services 30 %
- Enquête auprès des consommateurs 20 %

Comme la collecte de données se déroule de façon identique dans tous les pays, des comparaisons du moral économique dans les différents pays sont possibles. Vous trouverez une description plus détaillée sur le [site Internet de la Commission européenne](#).

Confidence Indicator

Les indices de confiance, collectés dans toute l'Europe, permettent de comparer les développements économiques entre pays. Ils résultent d'enquêtes menées auprès des entreprises sur leur situation actuelle et leurs attentes à l'égard des développements futurs. Ils correspondent à la moyenne arithmétique des évaluations négatives et positives, corrigées des variations saisonnières, des entreprises interrogées.



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI

Éditeur: Union patronale suisse
Hegibachstrasse 47, 8032 Zurich
Rédaction: Simon Wey, Anna Fuss